

tien d'alliés extérieurs. Quant à elle, l'Afrique du Sud, qui essuie les condamnations verbales de ses amis occidentaux depuis des décennies, a malgré tout bénéficié de diverses formes d'aide économique, politique et militaire (clandestine), sans toutefois en dépendre vraiment en fin de compte.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, le problème tient au fait qu'aucune puissance étrangère n'a les moyens voulus, si l'on exclut l'intervention militaire, pour forcer ce régime intransigeant à accorder des concessions fondamentales. Même si l'on en venait à appliquer des sanctions complètes et obligatoires (ce qui est improbable, vu la concurrence que se livrent les divers pays), Pretoria ne s'effondrerait pas, en tous cas, pas dans l'avenir immédiat. Par conséquent, la réforme radicale en Afrique du Sud doit principalement prendre naissance à l'intérieur même du pays.

Comment, alors, expliquer le nouveau pragmatisme de l'actuelle oligarchie afrikaner ? Et surtout, comment comprendre l'acquiescement relatif de la population sud-africaine ? Selon le canon socialiste de la représentation ascétique du peuple, la corruption ne devrait pas exister chez les dirigeants. Pourtant, les révélations au sujet des styles de vie exclusifs et de l'enrichissement personnel des gouvernants en République démocratique allemande et en Roumanie témoignent d'un isolement élitiste et d'une corruption encore pires que dans le gouvernement calviniste de Pretoria, de plus en plus miné par les scandales. Dans cette capitale, où règne une démocratie pour les Blancs, une presse et un appareil judiciaire autonomes obligent encore les dirigeants à rendre des comptes, malgré les règlements d'urgence et une extension insidieuse du pouvoir exécutif. En Afrique du Sud sous régime dictatorial, il est clair que seule une petite minorité de la population profite de la démocratie. Quoi qu'il en soit, même un tel régime rend une oligarchie plus comptable de ses actes que l'absence totale de démocratie, comme à Prague ou à Bucarest.

LES SUD-AFRICAINS PRIVÉS DU DROIT DE VOTE NE se font pas d'illusions au sujet de leurs dirigeants. Le gouvernement à doctrine raciale favorise de toute évidence la race au pouvoir (les Noirs le constatent tous les jours, sans se sentir trahis). En revanche, de nombreux membres ordinaires du parti dans les pays de l'Est ont eu l'impression d'avoir été dupés quand ils se sont finalement rendus compte du fossé qui s'était creusé entre l'idéologie et la réalité. D'où la tentation qu'ils ont eue de se venger, sentiment qui ne transpire à peu près pas dans les propos des Sud-Africains. La rancœur gronde effectivement parmi la droite, mais non chez la gauche. Cette force risque-t-elle de faire échouer les timides tentatives de réconciliation ?

Le Parti national bat en retraite sur le plan idéologique, mais il tient fermement les rênes du pouvoir, même si, aux élections de 1989, il n'a remporté que 48 p. 100 des suffrages blancs. Il a su repousser le principal défi que lui lançait la droite (30 p. 100 des voix). Le vote de l'extrême-droite exprime une protestation des basses classes blanches en déclin plutôt qu'une nouvelle vision attrayante. Le nationalisme afrikaner, fondé sur le

cloisonnement, ne promet pas la prospérité, mais bien plus de sacrifices encore au nom de la pureté raciale afrikaner. Les sentiments propres à l'extrême-droite sont forts dans les échelons inférieurs de la fonction publique, et plus particulièrement dans la police et les services de sécurité.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT, SOUS LA COUPE DE M. de Klerk, est presque un duplicata du régime antérieur. Toutefois, contrairement à P.W. Botha, dont le pouvoir reposait sur l'appareil militaire, le nouveau président n'appartenait pas à ce qu'on appelait la «sécurocratie». Il ne siégeait pas au puissant Conseil de la sécurité d'État (*State Security Council*), dont l'ancien président sanctionnait quasi machinalement les décisions. Pour le juriste



John Pflon

qu'est de Klerk, les dimensions politiques et juridiques ont jusqu'ici importé plus que les dispositifs répressifs de sécurité. Afin de réduire au minimum l'opposition de la droite au sein de la police, il a pratiquement bazarde le «Système national de gestion de la sécurité» (*National Security Management System*) qui était devenu une bureaucratie parallèle sous la mainmise de la police. Il a également limité les pouvoirs de la Direction de la sécurité d'État (*State Security Control*) et redonné au cabinet la responsabilité de toutes les affaires intéressant la sécurité.

Les conservateurs s'attendent à ce que les remous politiques ayant secoué l'Europe de l'Est se produisent aussi ailleurs. Cependant, la situation existant en Chine, au Vietnam ou à Cuba, voire peut-être aussi en Afrique du Sud, diffère de la conjoncture est-européenne en ce sens que, dans ces pays, le communisme est associé à des réalisations historiques plus considérables, à l'alphabétisation et à de meilleures conditions de vie. En Europe de l'Est, c'est une armée victorieuse qui a imposé le stalinisme, au lendemain d'une guerre dévastatrice.

L'Afrique du Sud se trouve au carrefour d'une démocratie à l'occidentale et d'une libération noire despotique. De nombreux experts n'écartent

pas la possibilité d'une répression par un régime contraire. Vu l'inéquité flagrante et les immenses besoins en matière de logement et d'éducation, là où existe une coïncidence quasi parfaite entre les races et les classes, il est effectivement difficile d'imaginer comment une société plus égalitaire, plus juste et, partant, plus satisfaite pourrait voir le jour sans que s'opèrent une redistribution massive des richesses et une réglementation poussée de l'économie par l'État.

Pourtant, la plupart des signes n'annoncent pas une ère stalinienne en Afrique du Sud, mais plutôt une économie mixte encore indéfinie et une démocratie authentique. L'opposition actuellement dominée par l'ANC ne se perçoit pas comme une entité socialiste, mais bien comme un mouvement non raciste représentant toutes les classes sociales et cherchant à abolir l'*apartheid*.

LES ÉCHECS ÉCONOMIQUES DE LA DÉCOLONISATION ailleurs en Afrique ont, cela est certain, fait réfléchir les stratèges beaucoup plus avertis des groupes opposés à l'*apartheid*. Dénonçant une telle retenue, les critiques de l'extrême-gauche dans les universités britanniques et canadiennes accusent déjà l'ANC de reléguer le socialisme à l'arrière-plan, en attendant la deuxième étape qui surviendra une fois la libération nationale accomplie. Toutefois, plus l'opposition non raciste entre dans le jeu politique des négociations, plus elle s'expose à se faire damer le pion par des groupes plus radicaux. Dans ce dilemme, la rhétorique virulente a pour but de contrer la surenchère toujours possible.

Avec la présence d'un Mandela largement respecté en tant que symbole d'unité et de pragmatisme, l'Afrique du Sud est parvenue en 1990 à une étape historique unique où la chance s'offre à elle de concilier ce qui paraît inconciliable. Les présidents de pays n'ont pas l'habitude de descendre au donjon pour aller voir leurs prisonniers, à moins qu'une telle démarche leur promette des gains intéressants. Comme le déclarait Chester Crocker, la rencontre entre Mandela et de Klerk «a revêtu de l'importance en tant que tableau symbolique montrant un prisonnier et un président qui ont peut-être compris, à ce moment-là, qu'ils avaient besoin l'un de l'autre». Pourtant, on ne peut s'empêcher de se demander si l'un succédera un jour à l'autre en Afrique du Sud.

Il est surprenant de constater qu'aux yeux de l'ANC, pour reprendre les propos de Walter Sisulu, il importe peu que le président soit noir ou blanc, pourvu que la démocratie l'emporte.

Comme la lutte ayant cours en Afrique du Sud n'a rien d'un conflit communal entre deux nationalismes mutuellement exclusifs ni d'une guerre civile à fondement religieux, l'octroi à tous les citoyens du droit de vote et de privilèges identiques vient au tout premier rang du programme politique. Divers compromis constitutionnels pourraient faire le pont entre la détermination du Parti national à garantir les droits des différents groupes ethniques, d'une part, et, d'autre part, l'engagement pris par l'ANC d'assurer la représentation individuelle, si seulement les antagonistes amorçaient sans tarder des négociations. □